

Convention collective

IDCC : 1525. – **MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DUNKERQUOISE**
(31 août 1988)

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD DU 3 JUIN 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUIN 2008

NOR : *ASET0850775M*
IDCC : 1525

Entre :

L'UIMM Flandre maritime,

D'une part, et

La FGMM CFDT DCA 59-62 ;

La CGT-FO ;

La CGT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSÉ

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires minima garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 0,98 % à compter du 1^{er} juin 2008. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,14 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2008, fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2008.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire, à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paye de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Les parties signataires conviennent, pour 2008, de se revoir pour examiner la situation des coefficients qui pourraient avoir leur SEGA inférieur au SMIC annuel 2008.

Article 8

Le présent accord établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé à la direction départementale du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 9

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 10

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} juin 2008.

Fait à Dunkerque, le 3 juin 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA)

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine (année 2008)

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	15 716	
	2	145	15 732	
	3	155	15 753	
II	1	170	15 758	
	2	180	15 763	
	3	190	15 872	
III	1	215	16 172	AM1 16 172
	2	225	16 689	
	3	240	17 078	AM2 17 078
IV	1	255	17 968	AM3 17 968
	2	270	18 790	
	3	285	20 032	AM4 20 032
V	1	305	21 238	AM5 21 238
	2	335	22 667	AM6 22 667
	3	365	24 116	AM7 24 116
		395	24 721	24 721

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
I	1	140	O1 15 716
	2	145	O2 15 732
	3	155	O3 15 753
II	1	170	P1 15 758
	3	190	P2 15 872
III	1	215	P3 16 632
	2	240	TA1 17 771
IV	1	255	TA2 18 428
	2	270	TA3 19 432
	3	285	TA4 20 509

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
III	1	215	AM1 16 829
	3	240	AM2 18 242
IV	1	255	AM3 18 775
	3	285	AM4 20 897
V	1	305	AM5 21 735
	2	335	AM6 23 086
	3	365	AM7 25 533
		395	26 149

**Barème rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)
au 1^{er} juin 2008**

Pour 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine

Valeur du point : 4,14 €

*Administratifs et techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise (sauf atelier)
I	1	140	579,60	
	2	145	600,30	
	3	155	641,70	
II	1	170	703,80	
	2	180	745,20	
	3	190	786,60	
III	1	215	890,10	AM1 890,10
	2	225	931,50	
	3	240	993,60	AM2 993,60
IV	1	255	1 055,70	AM3 1 055,70
	2	270	1 117,80	
	3	285	1 179,90	AM4 1 179,90
V	1	305	1 262,70	AM5 1 262,70
	2	335	1 386,90	AM6 1 386,90
	3	365	1 511,10	AM7 1 511,10
		395	1 635,30	1 635,30

Ouvriers

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,14 €	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1 579,60	28,98	608,58
	2	145	O2 600,30	30,02	630,32
	3	155	O3 641,70	32,09	673,79
II	1	170	P1 703,80	35,19	738,99
	3	190	P2 786,60	39,33	825,93
III	1	215	P3 890,10	44,51	934,61
	3	240	TA1 993,60	49,68	1 043,28
IV	1	255	TA2 1 055,70	52,79	1 108,49
	2	270	TA3 1 117,80	55,89	1 173,69
	3	285	TA4 1 179,90	59,00	1 238,90

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	POINT à 4,14 €	MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1 890,10	62,31	952,41
	3	240	AM2 993,60	69,55	1 063,15
IV	1	255	AM3 1 055,70	73,90	1 129,60
	3	285	AM4 1 179,90	82,59	1 262,49
V	1	305	AM5 1 262,70	88,39	1 351,09
	2	335	AM6 1 386,90	97,08	1 483,98
	3	365	AM7 1 511,10	105,78	1 616,88
		395	1 635,30	114,47	1 749,77